

Bonjour !

Je suis moi aussi peiné depuis plusieurs années de voir les routes de France se transformer en pièges fiscaux où règne la loi despotique des nouveaux gabelous. Je reprends entièrement à mon compte l'analyse que vous faites, notamment au sujet de la décorrélation qu'il se trouve de plus en plus entre la statistique officielle du nombre des morts sur les routes et l'accroissement sans limite de la présence de "Big Brother" et de ses performances dans ce secteur. Je n'ai moi non plus pas le moindre doute sur la vraie nature de cette politique qui ne vise, comme à tant d'autres endroits du grand contexte social, à rien de moins qu'à tirer toujours plus de ressources financières pour le fisc au détriment du citoyen ; à cet égard, il n'est que d'examiner le nombre incroyable des situations où l'on peut être décrit en situation contraventionnelle (radars fixes, radars mobiles, radars embarqués, radars de poing, radars tronçon, radars jumelles, radars chantier...etc...le tout à des milliers d'exemplaires).

Je m'inquiète également de ce que j'y vois quelque chose de plus prégnant encore : la marque d'un pouvoir totalitaire qui laisse dans tous les secteurs de l'organisme social la même empreinte cancéreuse de la dictature omnisciente et omniprésente des machines, le signe d'un esprit qui n'est pas du tout notre ami. Or le réseau routier est parsemé de ces yeux techniques qui surveillent et dénoncent le citoyen à la maréchaussée et au fisc. C'est pourquoi je vous exprime là-dessus que le Front National a prévu des mesures très claires au sujet de la pression qui est faite sur le citoyen par le fisc et ce qu'il est convenu d'appeler les "nouvelles technologies" : le démantèlement de tous les dispositifs de surveillance et d'oppression du citoyen (voir le programme présidentiel en 144 points au sujet des radars justement, ainsi que d'internet et la téléphonie...) et la fin de ce que nous appelons dans ce parti depuis les années 70 le "fiscalisme" et dont l'essence est de se réaliser par le biais d'entrelacs serrés qui font passer le contribuable un nombre indéfini de fois à la même caisse de l'état au prétexte d'avoir surtout à rembourser une dette sociale dont les mécanismes de production restent, c'est le moins que l'on puisse en dire, des plus obscurs et illégitimes.

Dans le même temps, il n'est pas question pour autant de revenir à la folle situation des années soixante-dix : il s'agira donc pour nous, corrélativement au remplacement du dispositif actuel, de changer l'esprit général d'une société qui a aussi son efficace sur les routes et le comportement de ses usagers : l'irresponsabilité au volant, voire le sentiment d'impunité, devra être sévèrement châtiée, dans certains cas même criminalisée (les grands excès de vitesse en ville et, plus encore, la conduite en état d'ivresse, sont parfaitement inadmissibles ; et il est inenvisageable de considérer que de tels comportements n'engagent point la responsabilité de leurs auteurs, en conséquence de quoi nous serons dans ce domaine d'une fermeté inébranlable : au Front National nous n'aimons ni Big Brother ni le Far West !

Je ne puis développer beaucoup plus avant pour ce que j'imagine que vous n'attendez pas de moi un mémoire, mais j'ose croire avoir satisfait à vos demandes d'éclaircissement sur ce sujet. En vous remerciant. Bien à vous.